

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 434

[2007/200225]

21 DECEMBRE 2006. — Décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Remplacer le chapitre unique et les articles L3341-1 à L3341-13 du titre IV - Subventions à certains investissements d'intérêt public - du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par les dispositions suivantes :

« Art. L3341-1. Le présent décret est applicable à l'octroi par la Région wallonne de subventions pour encourager certains investissements d'intérêt public.

Art. L3341-2. Au sens du présent décret, on entend par "la réunion plénière d'avant-projet" "la réunion au stade de l'esquisse "crayon" en présence de toute personne susceptible d'apporter une aide à la conception du projet et ayant pour but de garantir la qualité des projets et la sécurité des travaux et d'éviter, sauf cas de force majeure, tous nouveaux travaux endéans les deux ans sur le périmètre de l'investissement considéré".

Art. L3341-3. Peuvent bénéficier des subventions de la Région pour des investissements d'intérêt public les personnes morales de droit public suivantes, ci-après dénommées "demandeurs" :

- 1° les provinces;
- 2° les communes;
- 3° les associations de communes;
- 4° les établissements reconnus chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
- 5° les personnes morales qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque;
- 6° toute autre personne morale désignée par le Gouvernement.

Art. L3341-4. Les investissements prévus à l'article L3341-1 sont repris dans un programme triennal, établi par le demandeur dans le respect des priorités régionales communiquées par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'investissement qui n'est pas repris dans le programme triennal et qui était imprévisible lors de l'élaboration de celui-ci peut bénéficier de subventions s'il est rendu nécessaire par un cas fortuit ou de force majeure.

Art. L3341-5. Les investissements visés à l'article L3341-4, alinéa 1^{er}, du Code consistent en des travaux, en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après :

1° *a.* la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion;

b. la création et l'aménagement des parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe et est approuvé.

Lorsque la commune dispose d'un plan communal de mobilité approuvé, l'avant-projet motive les éventuels écarts par rapport à ce plan;

2° la construction, la réfection et le renouvellement d'aqueducs et d'égouts, ces derniers étant inscrits en zone d'assainissement collectif au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique;

3° l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public;

4° la construction, la transformation et la réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords :

a. de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux;

b. de bâtiments destinés aux locaux administratifs de centres publics d'action sociale;

c. de bâtiments nécessaires à l'exercice des cultes reconnus ou à l'exercice de la morale laïque;

d. de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes dont seules sont membres les personnes de droit public;

e. de petites infrastructures sociales de quartier, et plus particulièrement de maisons de quartier ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des générations, pour autant qu'elles soient inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à des fins commerciales;

f. de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques des demandeurs visés à l'article L3341-3, 6^o, du Code;

5^o l'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales désignées à l'article L3341-3 du Code.

Art. L3341-6. Le Gouvernement arrête :

1^o l'usage des investissements visés à l'article L3341-5 susceptibles d'être subventionnés;

2^o les conditions particulières d'octroi de subventions, la procédure d'introduction des demandes et la liste des documents à fournir;

3^o les taux et modalités de calcul des subventions applicables pendant une période de trois ans.

Art. L3341-7. § 1^{er}. Le programme triennal est approuvé par le Gouvernement.

La décision d'approbation totale ou partielle du programme triennal prend en considération, notamment, la valeur technique et économique des investissements, ainsi que la capacité financière du demandeur et de la Région.

Le Gouvernement statue dans les nonante jours de la réception du programme triennal complet. Il peut, par décision motivée et notifiée au demandeur avant l'expiration du délai, proroger celui-ci une seule fois d'une durée maximale de quarante-cinq jours.

A défaut de notification par le Gouvernement dans les quarante-cinq jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa 3, le programme est réputé approuvé.

Lorsque le Gouvernement donne son accord sur le programme triennal, il fixe, pour chaque investissement retenu, le montant provisoire de la subvention.

§ 2. Le programme triennal peut être modifié par le demandeur, à condition que cette modification soit dûment justifiée et approuvée par le Gouvernement.

Si la modification du programme triennal comporte une adaptation de l'estimation d'un investissement retenu dans le programme triennal approuvé, elle est sollicitée par le demandeur au plus tard au moment de l'approbation du projet relatif audit investissement.

Les dispositions relatives à l'élaboration du programme triennal sont applicables à sa modification.

Art. L3341-8. Chaque investissement prévu à l'article L3341-1 fait l'objet d'une réunion plénière d'avant-projet organisée et présidée par le demandeur. Le Gouvernement arrête les modalités de cette réunion, la liste des personnes et organismes susceptibles d'intervenir dans le cours de l'élaboration et de la réalisation de l'investissement.

Art. L3341-9. En vue de la réunion plénière d'avant-projet, les personnes habilitées à représenter les organismes susceptibles d'intervenir dans le cours de la réalisation de l'investissement remettent au demandeur toutes les informations réglementaires et techniques, dans des formes complètes, claires et concises, lui permettant, sans préjudice des autorisations à obtenir, de finaliser l'étude de l'investissement et de procéder à la mise en adjudication des travaux ou, s'il échet, de soumettre le projet à l'avis de l'administration.

Le demandeur dresse un procès-verbal de la réunion et le notifie aux personnes visées à l'alinéa 1^{er} dans un délai de quinze jours à dater de la réunion plénière d'avant-projet.

Ces personnes disposent de quinze jours à compter de la notification pour faire connaître leurs remarques au demandeur, appuyées de documents complémentaires s'il échet. Le procès-verbal modifié leur parvient dans un délai de quinze jours à dater du terme du délai de réception des remarques; il n'est plus susceptible d'être contesté. Le procès-verbal qui n'a pas fait l'objet de remarques dans le délai initial de quinze jours est réputé approuvé.

Les délais susvisés aux alinéas 2 et 3 sont doublés lorsqu'ils débutent ou arrivent à échéance durant les mois de juillet et d'août. Ils sont suspendus entre Noël et Nouvel An. Ils sont reportés jusqu'au plus prochain jour ouvrable lorsqu'ils arrivent à échéance un samedi, un dimanche ou un jour férié.

Le non-respect par le demandeur de l'organisation d'une réunion plénière d'avant-projet entraîne automatiquement le rejet du bénéfice de la subvention pour l'investissement concerné.

Art. L3341-10. Le demandeur sollicite l'avis de l'administration sur le projet définitif.

L'avis de l'administration porte sur le respect des législations et normes en vigueur.

Cet avis est rendu dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de la demande d'avis.

Art. L3341-11. § 1^{er}. Dans les six mois à dater de la réunion plénière d'avant-projet, le demandeur transmet au Gouvernement le dossier complet relatif à l'attribution du marché.

Toutefois, ce délai peut être prorogé par le Gouvernement de six mois au maximum sur requête motivée du demandeur.

§ 2. L'Inspecteur des finances rend son avis dans les trente jours de la réception par le Gouvernement. A défaut, celui-ci est réputé favorable.

Art. L3341-12. § 1^{er}. Pour autant que les remarques formulées dans le procès-verbal de la réunion plénière d'avant-projet ainsi que dans l'avis rendu par l'administration sur le projet définitif soient rencontrées, le Gouvernement notifie au demandeur, dans les trente jours de l'échéance du délai d'annulation, le montant de la subvention établi sur la base de l'offre approuvée lorsque les crédits ou autorisations d'engagement prévus par la loi ou le budget sont disponibles.

La subvention définitive ne peut dépasser de plus de 10 % le montant provisoire de la subvention prévu à l'article L3341-7, § 1^{er}, alinéa 5, du Code.

§ 2. Certains postes des travaux admis à la subvention peuvent bénéficier d'une majoration de 15 % des taux de subvention fixés par l'arrêté portant exécution du présent décret, lorsque le cahier spécial des charges inclut, pour ces postes, la clause sociale relative à la formation ou à l'insertion de demandeurs d'emploi dans les métiers fixés par le Gouvernement ou lorsque les travaux sont confiés à des entreprises d'économie sociale d'insertion au sens de l'article 18bis de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

A défaut d'exécution desdits postes dans les conditions reprises ci-avant, le subventionnement est ramené aux taux fixés par l'arrêté susvisé.

Un rapport annuel concernant leur application est joint au programme justificatif du budget de l'année subséquente.

Art. L3341-13. Des avances sur le montant des subventions peuvent être accordées aux conditions fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut, au décompte final des travaux, prendre en considération les quantités en moins ou en plus et les nécessaires adaptations des travaux liées à l'exécution des travaux initialement prévus, sans dépassement du montant de la subvention octroyée conformément à l'article L3341-12, § 1^{er}.

Art. L3341-14. Chaque année, le Gouvernement rédige un rapport général sur l'application du présent décret.

Ce rapport contient au moins par commune les éléments suivants :

- les demandes déposées par les personnes visées à l'article L3341-3;
- les projets acceptés dans les programmes triennaux;
- le taux et le montant des subventions allouées;
- le taux de réalisation;
- une évaluation qualitative.

Le rapport est transmis au plus tard le 31 mars de l'année subséquente.

Art. L3341-15. A l'expiration de la période couverte par le programme triennal, les demandes de subventions pour lesquelles la notification prévue à l'article L3341-12, § 1^{er}, n'a pas été faite deviennent caduques. Cependant, les investissements pour lesquels le dossier complet relatif à l'attribution du marché a été introduit avant le 1^{er} mars de l'année qui suit la date d'expiration du programme triennal conformément à l'article L3341-11, § 1^{er}, du Code sont repris dans un programme triennal transitoire. »

Art. 2. Le décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public modifié par les décrets des 20 juillet 1989, 30 avril 1990, 19 décembre 1996 et 8 décembre 2005 inséré aux articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est abrogé; le décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés est abrogé.

Toutefois, les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en vigueur au 31 décembre 2006, restent d'application aux projets d'investissement ayant fait l'objet, conformément à l'article L3341-7 dudit Code, de la notification de la promesse ferme sur projet avant le 31 décembre 2006.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon 497, (2006-2007), n^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique du 21 décembre 2006.

Discussion. Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 434

[2007/200225]

21. DEZEMBER 2006 — Dekret zur Abänderung der Artikel L3341-1 und L3341-13 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung hinsichtlich der Zuschüsse für bestimmte Investitionen öffentlichen Interesses (1)

Das Wallonische Parlament hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das einzige Kapitel und die Artikel L3341-1 bis L3341-13 des Titels IV - Zuschüsse für bestimmte Investitionen öffentlichen Interesses - des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung sind durch folgende Bestimmungen zu ersetzen:

«Art. L3341-1. Das vorliegende Dekret ist anwendbar auf die Gewährung von Zuschüssen durch die Wallonische Region, um bestimmte Investitionen öffentlichen Interesses zu fördern.

Art. L3341-2. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Plenarversammlung im Rahmen des Vorprojekts" die "Versammlung im Stadium der "Bleistiftskizze", der alle Personen beiwohnen, die beim Entwurf des Projekts behilflich sein könnten, und deren Ziel es ist, die Qualität der Projekte und die Sicherheit der Arbeiten zu gewährleisten und (außer bei höherer Gewalt) neue Arbeiten innerhalb eines Zeitraums von zwei Jahren im Umkreis der betroffenen Investition zu vermeiden".

Art. L3341-3. Die nachstehenden juristischen Personen, Antragsteller genannt, können in den Genuss der Zuschüsse der Region für Investitionen öffentlichen Interesses gelangen:

1° die Provinzen;

2° die Gemeinden;

3° die Gemeindevereinigungen;

4° die anerkannten Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragt sind;

5° die juristischen Personen, die für die Ausübung der freigeistigen Moral notwendige Immobiliengüter verwalten;

6° jegliche sonstige durch die Regierung bezeichnete juristische Person.

Art. L3341-4. Die in Art. L3341-1 vorgesehenen Investitionen sind in einem Dreijahresprogramm aufgeführt, das von dem Antragsteller unter Einhaltung der durch die Regierung mitgeteilten regionalen Prioritäten erstellt wird.

In Abweichung des vorstehenden Absatzes kann die Investition, die nicht im Dreijahresprogramm aufgenommen wird, und die bei der Aufstellung dieses Programms nicht vorhersehbar war, trotzdem bezuschusst werden, wenn sie infolge eines Zufalls oder eines Falls höherer Gewalt notwendig geworden ist.

Art. L3341-5. Die in Artikel L3341-1 Absatz 1 des Kodex erwähnten Investitionen bestehen aus Arbeiten, einschließlich der Studien, der vorab durchgeführten Tests und der zu deren Überprüfung notwendigen Tests und/oder aus den unten aufgelisteten Anschaffungen:

1° *a.* die Schaffung, Reparatur und außergewöhnliche Instandhaltung der öffentlichen Verkehrswege, deren Grundfläche einer öffentlichen Behörde gehört, einschließlich des Zubehörs wie z.B. Straßenmobiliar, Verkehrszeichen, Anpflanzungen und bei dieser Gelegenheit geschaffene Kunstwerke;

b. die Schaffung und Einrichtung der auf öffentlichem Gebiet eingerichteten Parkplätze, insofern diese Arbeiten den eventuell vorhandenen kommunalen Mobilitätsplan, falls er besteht und genehmigt ist, einhalten.

Wenn die Gemeinde über einen kommunalen Mobilitätsplan verfügt, werden in dem Vorprojekt die etwaigen Abweichungen von diesem Plan begründet;

2° der Bau, die Wiederinstandsetzung und die Erneuerung von Aquädukten und von Kanalisationen. Letztere werden als kollektiver Sanierungsbereich im Sanierungsplan nach Zwischeneinzugsgebieten angegeben;

3° die Einrichtung, Erweiterung, Versetzung und Erneuerung der Straßenbeleuchtung;

4° der Bau, Umbau und die Sanierung der Umgebung;

a. von für die kommunalen und provinziellen Dienststellen bestimmten Gebäuden;

b. von als administrative Räumlichkeiten der öffentlichen Sozialhilfzentren vorgesehenen Gebäuden;

c. von für die Ausübung der nichtkonfessionellen Sittenlehre oder der anerkannten Religionen bestimmten Gebäuden;

d. von für die Gemeindevereinigungen, denen nur die Personen öffentlichen Rechts als Mitglieder angehören, bestimmten Gebäuden;

e. von kleinen sozialen Infrastrukturen der Stadtviertel, insbesondere von Wohnviertelhäusern, die zum Zweck haben, das soziale Leben neu anzuregen oder deren Rolle es ist, die Begegnung der Generationen zu fördern, insofern sie ohne Einschränkung allen zugänglich sind und nicht gewerblich genutzt werden;

f. von Gebäuden, die für Verwaltungs- und technische Räume der in Artikel L3341-3 6° des Kodex erwähnten Antragsteller bestimmt sind;

5° die Anschaffung von Immobiliengütern, mit Ausnahme des Grundstücks, die zur Verwendung durch die in Artikel L3341-3 des Kodex bezeichneten juristischen Personen bestimmt sind.

Art. L3341-6. Die Regierung bestimmt:

- 1° die Verwendung der in Artikel L3341-5 erwähnten Investitionen, die Gegenstand eines Zuschusses sein könnten;
- 2° die Sonderbedingungen für die Gewährung der Zuschüsse, das Verfahren für die Einreichung der Anträge und die Liste der zu liefernden Unterlagen;
- 3° die während eines Zeitraums von drei Jahren anwendbaren Prozentsätze und Modalitäten für die Berechnung der Zuschüsse.

Art. L3341-7. § 1 - Das Dreijahresprogramm wird von der Regierung genehmigt.

Der Beschluss zur gesamten oder teilweisen Genehmigung des Dreijahrprogramms berücksichtigt u.a. den technischen und wirtschaftlichen Wert der Investitionen und die Finanzkraft des Antragstellers und der Region.

Die Regierung beschließt innerhalb von neunzig Tagen ab dem Eingang des vollständigen Dreijahresprogramms. Durch einen begründeten Beschluss, der dem Antragsteller vor dem Verstreichen der Frist notifiziert wird, kann sie diese Frist ein einziges Mal verlängern, und zwar für eine neue Frist von höchstens fünfundvierzig Tagen.

Mangels einer Notifizierung seitens der Regierung innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Ablauf der in Absatz 3 erwähnten Frist gilt das Programm als genehmigt.

Wenn die Regierung dem Dreijahresprogramm zustimmt, legt sie für jede berücksichtigte Investition den vorläufigen Betrag der Subvention fest.

§ 2 - Das Dreijahresprogramm kann vom Antragsteller abgeändert werden, unter der Bedingung, dass diese Abänderung ordnungsgemäß begründet und von der Regierung genehmigt wird.

Wenn die Abänderung des Dreijahresprogramms eine Anpassung der Abschätzung der im genehmigten Dreijahresprogramm berücksichtigten Investition umfasst, wird sie vom Antragsteller spätestens am Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts betreffend die besagte Investition beantragt.

Die Bestimmungen in Bezug auf die Erstellung des Dreijahresprogramms sind auf dessen Abänderung anwendbar.

Art. L3341-8. Jede in Artikel L3341-1 vorgesehene Investition ist Gegenstand einer Plenarversammlung im Rahmen des Vorprojekts, die der Antragsteller organisiert und deren Vorsitz er übernimmt. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dieser Versammlung, die Liste der Personen und Einrichtungen, die sich am Verlauf der Erstellung und der Verwirklichung der Investition beteiligen können.

Art. L3341-9. Im Hinblick auf die Plenarversammlung im Rahmen des Vorprojekts übergeben die Personen, die sich am Verlauf der Erstellung und der Verwirklichung der Investition beteiligen können, dem Antragsteller die gesamten vorschriftsmäßigen und technischen Informationen in vollständiger, deutlicher und kurz gefasster Form, die ihm ermöglichen, unbeschadet der einzuholenden Zustimmungen die Investitionsstudie abzuschließen und zur Ausschreibung der Arbeiten überzugehen, oder ggf. das Projekt dem Gutachten der Verwaltung vorzulegen.

Der Antragsteller nimmt ein Protokoll der Versammlung auf, das den in Absatz 1 erwähnten Personen innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Plenarversammlung im Rahmen des Vorprojekts zugestellt wird.

Diese Personen verfügen über fünfzehn Tage ab dem Datum der Zustellung um dem Antragsteller ihre gegebenenfalls durch zusätzliche Unterlagen bekräftigten Bemerkungen mitzuteilen. Sie erhalten das abgeänderte Protokoll innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der Eingangsfrist für die Bemerkungen. Es kann dann nicht mehr angefochten werden. Das Protokoll, dass innerhalb der ursprünglichen Frist von fünfzehn Tagen nicht Gegenstand von Bemerkungen ist, gilt als genehmigt.

Die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Fristen werden verdoppelt, wenn sie während der Monate Juli und August beginnen oder enden. Zwischen Weihnachten und Neujahr werden sie ausgesetzt. Sie werden auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt, wenn sie auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen Feiertag verfallen.

Die Nichteinhaltung durch den Antragsteller der Pflicht, eine Plenarversammlung im Rahmen des Vorprojekts zu organisieren, führt automatisch zur Ablehnung der Gewährung der Subvention für die betroffene Investition.

Art. L3341-10. Der Antragsteller beantragt das Gutachten der Verwaltung über das endgültige Projekt.

Das Gutachten der Verwaltung bezieht sich auf die Beachtung der geltenden Gesetzgebungen und Normen.

Dieses Gutachten wird innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Gutachten abgegeben.

Art. L3341-11. § 1 - Innerhalb von sechs Monaten ab der Plenarversammlung im Rahmen des Vorprojekts übermittelt der Antragsteller der Regierung die vollständige Akte bezüglich der Auftragsvergabe.

Auf einen mit Gründen versehenen Antrag des Antragstellers hin kann diese Frist jedoch durch die Regierung um höchstens sechs Monate verlängert werden.

§ 2 - Der Finanzinspektor gibt sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang bei der Regierung ab. In Ermangelung dessen gilt es als günstig.

Art. L3341-12. § 1 - Sofern die Bemerkungen, die im Protokoll der Plenarversammlung im Rahmen des Vorprojekts sowie in dem durch die Verwaltung abgegebenen Gutachten über das endgültige Projekt geäußert wurden, genügen, teilt die Regierung dem Antragsteller innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Aufhebungsfrist, den Betrag der Subvention auf der Grundlage des genehmigten Angebots mit, wenn die Mittel oder Verpflichtungsgenehmigungen, die durch das Gesetz oder den Haushaltsplan vorgesehen sind, verfügbar sind.

Die endgültige Subvention darf nicht mehr als 10% des in Artikel L3341-7 § 1 Absatz 5 des Kodex vorgesehenen provisorischen Betrags überschreiten.

§ 2 - Für bestimmte Posten zur Subvention zugelassener Arbeiten kann Anspruch auf eine Erhöhung von 15% der Subventionssätze, die durch den Erlass zur Ausführung des vorliegenden Dekrets festgelegt werden, erhoben werden, wenn das besondere Lastenheft für diese Posten die soziale Klausel in Zusammenhang mit der Ausbildung oder der Eingliederung von Arbeitssuchenden in von der Regierung bestimmte Berufe einschließt oder wenn die Arbeiten Unternehmen für Eingliederungssozialwirtschaft im Sinne von Artikel 18bis des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge anvertraut werden.

Werden die besagten Posten nicht unter Anwendung der oben genannten Bedingungen ausgeführt, erfolgt die Bezuschussung zu den Sätzen, die im vorerwähnten Erlass festgelegt sind.

Ein Jahresbericht über deren Anwendung wird dem Begründungsprogramm des Haushaltsplan des nachfolgenden Jahres beigefügt.

Art. L3341-13. Zu den von der Regierung festgelegten Bedingungen können Vorschüsse auf den Betrag der Subventionen gewährt werden.

Bei der Endabrechnung der Arbeiten kann die Regierung die Mengen, die nicht oder die zusätzlich benötigt wurden, sowie die notwendigen Anpassungen der Arbeiten in Verbindung mit den ursprünglich geplanten Arbeiten in Betracht ziehen, ohne jedoch den gemäß Artikel L3341-12 § 1 bestimmten Subventionsbetrag zu überschreiten.

Art. L3341-14. Jedes Jahr verfasst die Regierung einen allgemeinen Bericht über die Anwendung des vorliegenden Dekrets.

Dieser Bericht enthält für jede Gemeinde mindestens folgende Elemente:

- die von den in Artikel L3341-3 erwähnten Personen eingereichten Anträge;
- die in den Dreijahresplänen genehmigten Projekte;
- die Satz und die Summe der genehmigten Zuschüsse;
- die Ausführungsrate;
- eine qualitative Bewertung.

Der Bericht wird spätestens am 31. März des nachfolgenden Jahres übermittelt.

Art. L3341-15. Nach Ablauf des vom Dreijahresprogramm gedeckten Zeitraums werden die Subventionsanträge, für die die in Art. L3341-12 § 1 vorgesehene Notifizierung nicht stattgefunden hat, hinfällig. Die Investitionen, für die jedoch die vollständigen Unterlagen bezüglich der Auftragsvergabe vor dem 1. Januar des Jahres, das auf das Ablaufdatum des Dreijahresprogramms folgt, gemäß Artikel L3341-11 § 1 des Kodex eingereicht worden sind, werden in ein Übergangsdreijahresprogramm übernommen.»

Art. 2 - Das Dekret vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, abgeändert durch die Dekrete vom 20. Juli 1989, vom 30. April 1990, vom 19. Dezember 1996 und vom 8. Dezember 2005, eingefügt in Artikel L3341-1 bis L3341-13 Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird aufgehoben; das Dekret vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten wird aufgehoben.

Die Artikel L3341-1 bis L3341-13 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, die am 31. Dezember 2006 gelten, bleiben jedoch anwendbar auf die Investitionsprojekte, für die gemäß Artikel L3341-7 des besagten Kodex der festen Zusage auf Projekt vor dem 31. Dezember 2006 zugestellt worden ist.

Art. 3 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2007 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2006-2007.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 497 (2006-2007), Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 21. Dezember 2006.

Diskussion. Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 434

[2007/200225]

21 DECEMBER 2006. — Decreet tot wijziging van de artikelen L3341-1 tot L3341-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de subsidies voor sommige investeringen van openbaar nut (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het enig hoofdstuk en de artikelen L3341-1 en L3341-13 van titel IV - Subsidies voor sommige investeringen van openbaar nut - van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden vervangen door volgende bepalingen :

« Art. L3341-1. Dit decreet geldt voor het toekennen, door het Waalse Gewest, van subsidies ter aanmoediging van bepaalde investeringen van openbaar nut.

Art. L3341-2. In de zin van dit decreet wordt onder "de plenaire voorontwerpvergadering" verstaan, "de vergadering die in het schetsstadium plaatsvindt in het bijzijn van elke persoon die bij zou kunnen dragen aan het ontwerp en die tot doel heeft de kwaliteit van de projecten en de veiligheid van de werkzaamheden te waarborgen en, behalve in geval van overmacht, alle nieuwe werkzaamheden te voorkomen binnen de twee jaar in de omtrek van de investering waarvan sprake".

Art. L3341-3. Voor subsidies van het Gewest met het oog op investeringen van openbaar nut komen volgende personen, aanvragers genaamd, in aanmerking :

- 1° de provincies;
- 2° de gemeenten;
- 3° de verenigingen van gemeenten;
- 4° de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten;
- 5° de rechtspersonen die de goeden, noodzakelijk voor de beoefening van de lekenmoraal, beheren;
- 6° elke andere rechtspersoon die door de Regering aangewezen is.

Art. L3341-4. De investeringen bepaald in artikel L3341-1 worden opgenomen in een driejarenprogramma dat door de aanvrager opgesteld is met inachtneming van de door de Regering medegedeelde gewestelijke prioriteiten.

Afwijkend van vorig lid kan de investering die niet in een driejarenprogramma is opgenomen en die niet kon worden voorzien bij uitwerking daarvan, voor subsidiëring in aanmerking komen indien noodzakelijk gemaakt door overmacht of toeval.

Art. L3341-5. De investeringen bedoeld in artikel L3341-4, lid 1, van het Wetboek bestaan uit werken, met inbegrip van de onderzoeken, de voortests en de controletests en/of de hierna vermelde aanwinsten :

1° *a.* de aanleg, de inrichting en het buitengewoon onderhoud van openbare wegen waarvan de ondergrond eigendom is van een overheid, met inbegrip van toebehoren zoals stadsmeubilair, verkeerstekens, beplantingen en voor de gelegenheid ontworpen kunstwerken;

b. de aanleg en de inrichting van parkeerplaatsen op het openbaar domein, voorzover die werken rekening houden met het gemeentelijk mobiliteitsplan indien bestaand en goedgekeurd.

Indien de gemeente over een goedgekeurd gemeentelijk mobiliteitsplan beschikt, worden de eventuele afwijkingen van dat plan in het voorontwerp gemotiveerd;

2° de bouw, het herstel en de vernieuwing van waterleidingen en rioleringen, waarbij die laatsten opgenomen zijn als gemeenschappelijk saneringsgebied op het saneringsplan per onderstroomgebied;

3° de installatie, de uitbreiding, de verplaatsing en de vernieuwing van de openbare verlichting;

4° de bouw, de verbouwing en de vernieuwbouw en de aanleg van de toegangswegen :

a. van gebouwen voor de huisvesting van gemeentelijke en provinciale diensten;

b. van gebouwen voor de huisvesting van de administratieve lokalen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

c. van gebouwen voor de beoefening van de erkende erediensten en de lekenmoraal;

d. van gebouwen voor de huisvesting van de administratieve lokalen van de verenigingen van gemeenten waarvan enkel publiekrechtelijke rechtspersonen lid zijn;

e. van kleine sociale buurtinfrastructuren en meer bepaald buurthuizen bedoeld voor de versteviging van het maatschappelijk leven of als ontmoetingsplaats tussen generaties, voorzover zij onvoorwaardelijk toegankelijk zijn voor allen en niet met handelsdoeleinden worden uitgebaat;

f. van gebouwen voor de huisvesting van de administratieve en technische lokalen van de aanvragers bedoeld in artikel L3341-3, 6°, van het Wetboek;

5° de aankoop, met uitsluiting van de grond, van onroerende goeden bestemd voor het gebruik van de rechtspersonen aangewezen in artikel L3341-3 van het Wetboek.

Art. L3341-6. De Regering bepaalt :

1° het gebruik van de investeringen bedoeld in artikel L3341-5 die voor subsidiëring in aanmerking kunnen komen;

2° de bijzondere voorwaarden voor toekenning van subsidies, de procedure voor de indiening van de aanvragen en de lijst van de te verstrekken documenten;

3° het over een periode van drie jaar geldende subsidiepercentage, en berekeningswijze ervan.

Art. L3341-7. § 1. Het driejarenprogramma wordt door de Regering goedgekeurd.

In de beslissing tot algehele of gedeeltelijke goedkeuring worden meer bepaald de technische en bedrijfswaarde van de investeringen en de financiële draagkracht van de aanvrager en het Gewest in overweging genomen.

De Regering beslist in negentig dagen na ontvangst van het volledige driejarenprogramma. Zij kan in een gemotiveerde beslissing waarvan voor verstrijken van de termijn kennis wordt gegeven aan de aanvrager de termijn één enkele keer verlengen met een nieuwe termijn van maximum vijfenveertig dagen.

Indien er geen kennisgeving door de Regering plaatsgevonden heeft binnen de vijfenveertig dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in het derde lid, wordt het programma geacht goedgekeurd te zijn.

Indien de Regering instemt met het driejarenprogramma, stelt zij voor elke investering die zij in aanmerking heeft genomen, het voorlopige subsidiebedrag vast.

§ 2. Het driejarenprogramma kan worden gewijzigd door de aanvrager op voorwaarde dat de wijziging behoorlijk verantwoord en door de Regering goedgekeurd wordt.

Als de wijziging van het driejarenprogramma een aanpassing inhoudt van de raming van een investering die in het goedgekeurde driejarenprogramma in aanmerking is genomen, wordt daarom verzocht door de aanvrager uiterlijk bij de goedkeuring van het ontwerp dat betrekking heeft op die investering.

De bepalingen betreffende de uitwerking van het driejarenprogramma gelden ook voor de wijziging.

Art. L3341-8. Elke investering bepaald in artikel L3341-1 wordt besproken in een plenaire voorontwerpvergadering die door de aanvrager belegd en voorgezeten worden. De Regering legt de vergaderwijze vast, evenals de lijst van de personen en instellingen die tussenbeide zouden kunnen komen in de uitwerking en de uitvoering van de investering.

Art. L3341-9. Met het oog op de plenaire voorontwerpvergadering maken de personen die gemachtigd zijn om de instellingen te vertegenwoordigen die tussenbeide zouden kunnen komen in de uitvoering van de investering alle reglementaire en technische gegevens aan de aanvrager over, in een volledige, duidelijke en beknopte vorm zodat hij onverminderd de te krijgen vergunningen het onderzoek in verband met de investering kan afwerken en de werken in aanbesteding kan geven of, in voorkomend geval, het ontwerp ter advies aan het bestuur kan voorleggen.

De aanvrager notuleert de vergadering en maakt de notulen binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de plenaire voorontwerpvergadering, over aan de personen waarvan sprake in lid 1.

Die personen beschikken over vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving om hun opmerkingen aan de aanvrager over te maken, gestaafd met de aanvullende documenten indien nodig. De notulen worden hen binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van het einde van de termijn voor de ontvangst van de opmerkingen overgemaakt. Zij kunnen niet meer betwist worden. De notulen waarover geen opmerkingen zijn geformuleerd binnen de oorspronkelijke termijn van vijftien dagen worden geacht goedgekeurd te zijn.

De termijnen bedoeld in leden 2 en 3 worden eenmaal verlengd indien zij beginnen of vervallen tijdens de maanden juli en augustus. Zij worden opgeschort tussen Kerstmis en Nieuwjaar. Ze worden naar de eerstvolgende werkdag verschoven indien ze vervallen op een zaterdag, een zondag of een feestdag.

Indien de aanvrager niet voldoet aan de voorwaarde van een plenaire voorontwerpvergadering, wordt het voordeel van de subsidie voor de betrokken investering automatisch verworpen.

Art. L3341-10. De aanvrager wint het advies van het bestuur in over het eindontwerp.

Het advies van het bestuur betreft de naleving van de vigerende wetgeving en normen.

Dat advies wordt uitgebracht binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om advies.

Art. L3341-11. § 1. Binnen de zes maanden te rekenen van de plenaire voorontwerpvergadering maakt de aanvrager het volledige dossier betreffende de toewijzing van de opdracht aan de Regering over.

Die termijn kan evenwel door de Regering worden verlengd met maximum zes maanden op gemotiveerd verzoek van de aanvrager.

§ 2. De Inspecteur van Financiën brengt binnen dertig dagen na ontvangst door de Regering advies uit. Bij ontstentenis wordt dat advies gunstig geacht.

Art. L3341-12. § 1. Voorzover aan de opmerkingen opgenomen in de notulen van de plenaire voorontwerpvergadering en in het advies van het bestuur over het eindontwerp tegemoet is gekomen, geeft de Regering kennis aan de aanvrager binnen de dertig dagen na het verval van de termijn voor nietigverklaring, van het subsidiebedrag dat is vastgesteld op grond van de goedgekeurde offerte indien de bij de wet of de begroting bepaalde kredieten of machtigingen tot vastlegging beschikbaar zijn.

De definitieve subsidie mag het voorlopige subsidiebedrag bepaald in artikel L3341-7, § 1, lid 5, van het Wetboek, niet met meer dan 10 % overschrijden.

§ 2. Bepaalde posten van werken die voor subsidiëring in aanmerking komen, kunnen vermeerderd worden met 15 % van de subsidiepercentages vastgesteld bij het besluit ter uitvoering van dit decreet indien het bijzondere bestek voor die posten de sociale clausule bevat betreffende de opleiding of de inschakeling van werkzoekenden in de door de Regering vastgestelde beroepen of indien de werken toevertrouwd worden aan sociale inschakelingsondernemingen in de zin van artikel 18*bis* van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Worden bedoelde posten niet in bovenvermelde voorwaarden uitgevoerd, wordt de subsidiëring teruggebracht tot de percentages bij bedoeld besluit vastgelegd.

Een jaarverslag betreffende de toepassing ervan wordt gevoegd bij het verantwoordingsprogramma van de begroting van het daaropvolgende jaar.

Art. L3341-13. Voorschotten op het bedrag van de subsidies kunnen tegen de door de Regering vastgestelde voorwaarden toegekend worden.

De Regering kan bij de eindafrekening van de werken de in meer of minder afwijkende hoeveelheden en de noodzakelijke aanpassingen van de werken verbonden aan de oorspronkelijk voorziene werken in overweging nemen, zonder het bedrag van de subsidie die toegekend is overeenkomstig artikel L3341-12, § 1, te overschrijden.

Art. L3341-14. Jaarlijks stelt de Regering een algemeen verslag op over de toepassing van dit decreet.

Dat verslag bevat minstens per gemeente volgende gegevens :

- de aanvragen ingediend door de personen bedoeld in artikel L3341-3;
- de ontwerpen goedgekeurd in de driejarenprogramma's;
- het percentage en het bedrag van de toegekende subsidies;
- de in percentage uitgedrukte staat van vordering van de werken;
- een kwantitatieve evaluatie.

Het verslag wordt uiterlijk op 31 maart van het daaropvolgende jaar overgemaakt.

Art. L3341-15. Bij verstrijken van de periode gedekt door het driejarenprogramma vervallen de subsidieaanvragen waarvoor de kennisgeving bedoeld in artikel L3341-12, § 1, niet is gedaan. De investeringen waarvoor het volledige dossier betreffende de toewijzing van de opdracht ingediend is voor 1 maart van het jaar volgende op de datum waarop het driejarenprogramma verstrijkt overeenkomstig artikel L3341-11, § 1, van het Wetboek, worden in een driejarig overgangsprogramma opgenomen. »

Art. 2. Het decreet van 1 december 1988 betreffende subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut, gewijzigd bij de decreten van 20 juli 1989, 30 april 1990, 19 december 1996 en 8 december 2005 ingevoegd in de artikelen L3341-1 tot en met L3314-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt opgeheven; het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken wordt opgeheven.

De artikelen L3341-1 tot en met L3341-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, in werking op 31 december 2006, blijven van toepassing op de investeringsprojecten waarvoor overeenkomstig artikel L3341-7 van dat Wetboek de kennisgeving van de vaste belofte over het ontwerp is geschied vóór 31 december 2006.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—————
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waalse Parlement 497, (2006-2007), nrs. 1 en 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 december 2006.

Bespreking. Stemmingen.